

Le chlordécone au prisme des sciences humaines et sociales.

Rapport scientifique du workshop organisé les 6 et 7
novembre 2019 à l'Université Paris Dauphine.

Malcom Ferdinand

The poster features a large white 'D' logo on the left, with the website 'WWW.DAUPHINE.PSL.EU' to its right. Below the logo, the date and time '06.11.2019 / 8h30-17h45' and the location 'Salle Raymond Aron' are listed. The main title 'LE CHLORDÉCONE AU PRISME DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES' is centered in white text. Two side-by-side photographs of banana plantations are positioned below the title. At the bottom, logos for 'Dauphine | UNIVERSITÉ PARIS', 'PSL', 'IRISSO UMR 7170-1427', 'CIRIS', and 'Institut d'Économie Industrielle - REPUBLICA E FRANCA' are displayed.

WWW.DAUPHINE.PSL.EU
06.11.2019 / 8h30-17h45
Salle Raymond Aron

**LE CHLORDÉCONE AU PRISME
DES SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES**

Dauphine | UNIVERSITÉ PARIS | PSL | IRISSO UMR 7170-1427 | CIRIS | Institut d'Économie Industrielle - REPUBLICA E FRANCA'

Remis en entier le 10 janvier 2020

Table des matières

<u>RESUME</u>	<u>3</u>
<u>LE CHLORDECONE AUX ANTILLES : UN PROBLEME SOCIETAL MAJEUR</u>	<u>4</u>
<u>IMPLIQUER LES SHS : LES 3 OBJECTIFS DU WORKSHOP</u>	<u>6</u>
<u>LE WORKSHOP : JOURNEE DU 6 NOVEMBRE.....</u>	<u>7</u>
<u>LE WORKSHOP : JOURNEE DU 7 NOVEMBRE.....</u>	<u>14</u>
<u>LES RESULTATS DU WORKSHOP</u>	<u>15</u>
<u>RECOMMANDATIONS.....</u>	<u>17</u>
<u>REMERCIEMENTS</u>	<u>18</u>
<u>ANNEXES.....</u>	<u>19</u>
1_ PARTICIPATION AU WORKSHOP	19
2_ PROGRAMME DE LA JOURNEE DU 6 NOVEMBRE	21
3_ PLATEFORME DES REVENDICATIONS DU FORUM SOCIAL DE 2018 (MARTINIQUE)	22
4 : CONTRIBUTION ECRITE DU DOCTEUR JOSIANNE PELAGE A LA JOURNEE DU 6 NOVEMBRE	25

Résumé

Organisé en partenariat avec l'État et le CNRS les 6 et 7 novembre 2019 à l'université Paris Dauphine, le workshop « le chlordécone au prisme des sciences humaines et sociales » fut consacré à la contamination durable, généralisée et délétère de la Martinique et de la Guadeloupe par le chlordécone. Cette molécule chimique fut utilisée comme pesticide dans les bananeraies de ces îles de 1972 à 1993 causant de nombreux problèmes environnementaux, socioéconomiques, sanitaires, juridiques et politiques. À ce jour, cette contamination chimique et les conséquences sociétales qui en résultent ont été abordées principalement à travers le nécessaire prisme des sciences du vivant et de la Terre (SVT). Ce workshop est une première étape dans l'implication des sciences humaines et sociales (SHS) face à ce problème sociétal majeur, en dialogue avec différentes disciplines et différents acteurs de la société civile et de l'État, des Antilles et de la France hexagonale. La journée publique du 6 novembre a permis la tenue d'échanges constructifs entre acteurs différents : des chercheurs en SHS ; des chercheurs en SVT ; des associations et collectifs des sociétés civiles antillaises ; des représentants de différents services de l'État. La journée du 7 novembre a permis de jeter les bases d'un réseau de recherche consacré au chlordécone et autres thématiques de santé/environnement similaires, visant à assurer une implication scientifique et publique pérenne des chercheurs en SHS. D'une part, ce workshop mit en évidence l'intérêt à établir plusieurs scènes de dialogue dans des conditions d'égalité entre différents acteurs (chercheurs, experts, autorités étatiques et associations) pour susciter une réponse démocratique et commune face à ce problème majeur. D'autre part, ce workshop fit apparaître l'absence dommageable de recherche de fond en SHS. Financer des recherches en SHS au long terme, notamment à travers ce réseau international et interdisciplinaire, permettra à l'État français et aux sociétés antillaises d'élaborer des réponses politiques et scientifiques constructives face à la contamination au CLD, participant à l'effort collectif pour une transition écologique et un monde commun.

Le chlordécone aux Antilles : un problème sociétal majeur

Le chlordécone est une molécule organochlorée utilisée comme pesticide dans les bananeraies de la Guadeloupe et de la Martinique de 1972 à 1993. Les recherches en sciences du vivant et de la Terre (chimie, microbiologie, épidémiologie, toxicologie, agronomie) ont révélé une contamination des écosystèmes de ces îles ayant trois caractéristiques principales: **1.** Elle est durable allant de plusieurs dizaines d'années ou plusieurs siècles¹ ; **2.** Elle est généralisée. Bien que la contamination soit centrée sur les sols, cette molécule se retrouve aussi dans l'ensemble des écosystèmes antillais (eau, cours d'eau, denrées animales et végétales, corps humains). Une étude de 2018 estime à plus de 90% le taux d'imprégnation des habitants antillais² ; **3.** Elle est délétère. Perturbateur endocrinien et cancérigène, cette molécule entraîne des retards de développement cognitif des enfants, réduit les périodes de grossesse et augmente les chances de survenu du cancer de la prostate, ainsi que les récives³.

Il est important de préciser que cette contamination n'est pas le fruit d'un accident mais s'inscrit dans le cadre d'autorisations officielles qui peuvent être questionnées, de pratiques frauduleuses voire illégales. Des plaintes ont été déposées dès 2006/2007 en Guadeloupe et en Martinique pour lesquelles des instructions juridiques et des demandes de réparations sont faites⁴. Les différents rapports officiels, dont celui de la commission d'enquête parlementaire de 2019, ont permis de révéler des pratiques déplorables qui ont causé cette contaminations⁵. En

¹ Cabidoche et al. (2009). « Long-term pollution by chlordecone of tropical volcanic soils in the French West Indies : A simple leaching model accounts for current residue », in *Environmental Pollution*, vol. 157, mai, Elsevier, pp. 1697-1705.

² Sante Publique France & ANSES. (2018), *Martinique / Guadeloupe. Évaluation des expositions à la chlordécone et aux autres pesticides. Surveillance du cancer de la prostate. Les résultats des études récentes de Santé publique France et de l'Anses*. Saint-Maurice : Santé publique France ; septembre.

³ Kadhel P. et al. (2012). Cognitive, Visual, and Motor Development of 7-month-old Guadeloupean Infants Exposed to Chlordecone. *Environmental Research*, (118), 79-85; Kadhel P, Monfort C, Costet N, Rouget F, Thomé JP, Multigner L, Cordier S (2014). Chlordecone exposure, length of gestation, and risk of preterm birth. *Am J Epidemiol* 179: 536-44. ; Multigner L. et al. (2010). Chlordecone Exposure and Risk of Prostate Cancer. *Journal of Clinical Oncology*.; Brureau Laurent, Emeville Elise, Helissey Carole, Thome Jean Pierre, Multigner Luc, Blanchet Pascal, « Endocrine disrupting-chemicals and biochemical recurrence of prostate cancer after prostatectomy: A cohort study in Guadeloupe (French West Indies) », *International journal of cancer*, 20th march 2019, <https://doi.org/10.1002/ijc.32287>

⁴ Ferdinand, Malcom. (2015). De l'usage du Chlordécone aux Antilles : l'égalité en question. In Augagneur, F. & Fagnani, J. (Eds.). *Revue française des affaires sociales: Enjeux environnementaux, protection sociale et inégalités sociales* 2015/1 (n°1-2), Paris : La documentation française, 2015. pp. 163-183. ; Joly P.-B. (2010), *La saga du chlordécone aux Antilles françaises. Reconstruction chronologique 1968-2008*, INRA, sciences en société.

⁵ Beaugendre J. (2005). *Rapport d'information sur l'utilisation du chlordécone et des autres pesticides dans l'agriculture martiniquaise et guadeloupéenne*, Assemblée nationale, commission des Affaires économiques, de l'Environnement et du Territoire. ; Le Déaut J. et Procaccia C. (2009). *Rapport sur les impacts de l'utilisation de la chlordécone et des pesticides aux Antilles : bilan et perspectives d'évolution*, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; Letchimy, Serge & Benin, Justin, *Rapport au nom de la commission*

visite en Martinique en septembre 2018, le président de la République a déclaré que « L'État doit assumer sa part de responsabilité », reconnaissant là les manquements et failles de l'État dans cette affaire.

Il faut rappeler que depuis les années 2000, plusieurs actions de l'État ont été mises en place pour faire face à cette contamination. Ces actions comprennent des tests des sols, l'établissement d'une cartographie des sols et eaux côtières pollués, la mise en place de filtres à charbon actif, les interdictions de pêche en rivière, le contrôle des denrées et, depuis 2007-2008, la mise en place de trois plans chlordécone pour une valeur totale d'un peu moins de 100 millions d'euros. Ces plans ont œuvré à l'accompagnement de pêcheurs, des habitants dont les jardins familiaux sont contaminés ainsi qu'au financement de recherches sur les effets sanitaires et les méthodes de dépollution. Un quatrième plan sur la longue durée se prépare. Cependant, les actions de l'État sont critiquées depuis plusieurs années par différents acteurs de la société civile y compris des habitants, des pêcheurs, des associations écologistes, des collectifs, des associations de médecins et des universitaires faisant apparaître une relative opacité des processus de décision. En particulier, la gestion de la contamination à travers la méthode de limite maximale de résidus est pointée du doigt à travers les appels répétés et protéiformes pour un « zéro chlordécone ». Depuis deux ans, des manifestations et des blocages (particulièrement en Martinique) rappellent l'angoisse et la colère des habitants qui souhaitent vivre dans un environnement sain. Force est de constater également que cette contamination ravive des tensions historiques, des mémoires conflictuelles entre ceux qui se reconnaissent comme descendants d'esclaves et ceux qui se reconnaissent comme descendants de colons esclavagistes. Elle se déroule dans le cadre d'une économie agricole dominée par la monoculture d'exportation et d'une agriculture vivrière mal en point, ainsi que dans un contexte sociopolitique d'inégalités sociales et structurelles entre la France hexagonale et les Outre-mer. À ces multiples imbrications s'ajoute une crise de confiance entre société civile et État, et parfois au sein même des différents acteurs de la société civile, entre consommateurs et agriculteurs. Au-delà de ces dimensions environnementales et sanitaires, l'affaire du chlordécone aux Antilles est l'expression de ces autres tensions.

d'enquête parlementaire sur l'impact économique, sanitaire et environnemental de l'utilisation du chlordécone et du paraquat, Assemblée nationale, 26 novembre 2019.

Impliquer les SHS : les 3 objectifs du workshop

À ce jour, au niveau de la recherche académique, cette contamination fut appréhendée presque exclusivement à travers le prisme des sciences du vivant et de la Terre. Les approches de sciences humaines et sociales au sujet du CLD, dans leur diversité, restent rares et souvent reléguées à l'arrière-plan. Aujourd'hui, les chercheurs, experts et différents acteurs de l'État et du gouvernement ont bien conscience de la nécessité d'inclure les SHS au sein des réflexions et plans d'action afin de surmonter cette crise sociétale. Avec le soutien financier de l'État, l'appui du Groupe d'Orientation et de Suivi Scientifique du plan chlordécone (GOSS) et le partenariat avec le CNRS et l'université Paris Dauphine, ce workshop fut un premier pas prometteur dans ce sens. Il eut vocation à répondre à trois objectifs principaux :

1. État de l'art en SHS sur le chlordécone et comparaison avec d'autres pesticides : Le premier objectif de ce workshop consista à faire l'état de l'art de la recherche existante en sciences humaines et sociales sur le CLD, aux Antilles, mais aussi à l'international (Afrique, Europe et Amériques). Le CLD a été utilisé dans plus de 20 pays dans le monde. La comparaison avec d'autres pays et d'autres cas de contamination durable par des chercheurs invités permettra de déterminer des lacunes existantes, des questions non abordées et des pistes de recherche à explorer.

2. Exposé des questionnements sociétaux émis par les chercheurs en SVT, la société civile et les services étatiques : Le deuxième objectif de ce workshop fut de recueillir les questionnements sociétaux et expériences de différents acteurs des services étatiques et de la société civile concernant le CLD. La présence d'acteurs de l'État et de la société civile permettra d'informer les chercheurs en SHS présents sur leurs attentes, leurs interrogations et les recherches collaboratives possibles.

3. Création d'un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs en SHS : Le troisième objectif de ce workshop fut la création d'un réseau international et interdisciplinaire de chercheurs principalement en sciences humaines et sociales (mais ouvert aussi aux disciplines des sciences du vivant et de la Terre), ayant vocation à mener des recherches sur le CLD dans ces différents aspects et sur des problèmes de santé/environnement similaires dans l'espace caribéen et les pays du Sud. Travaillant en collaboration avec le GOSS et les services étatiques concernés, ce réseau

fonctionnera néanmoins de manière indépendante dans l'élaboration des projets et la recherche de financement. L'une des premières actions envisagées est l'organisation d'un colloque SHS sur les pesticides aux Antilles à l'horizon de 2020/2021.

Le workshop : journée du 6 novembre

Afin de répondre aux objectifs fixés, le workshop fut organisé en deux journées : une première journée publique le 6 novembre ouvert à tous les acteurs concernés par le CLD et diffusée en direct sur internet⁶ ; une seconde journée en interne le 7 novembre où se sont réunis plusieurs chercheurs en SHS afin d'impulser la recherche en SHS.

Ouverture *Dominique Méda (Professeure, Directrice de l'IRISSO)*

& Christophe Elie-Dit-Cosaque, (Vice-Président en charge des relations internationales)

La directrice de l'IRISSO, **Dominique Méda**, ouvrit le colloque en rappelant l'importance que le laboratoire IRISSO accorde aux enjeux écologiques contemporains et la grande expertise existante en SHS sur ce sujet. L'IRISSO mène depuis longtemps des travaux en sociologie et science politique sur les questions de contamination environnementale et leurs conséquences sanitaires. Elle salua l'initiative menée qui vise entre autres à établir des liens pérennes entre ces problématiques en France hexagonale et en outre-mer. Enfin, elle rappela la nécessité d'une recherche scientifique indépendante.

Mr le Vice-président (chargé des relations internationales) de l'université de Paris Dauphine, **Christophe Elie-Dit-Cosaque**, rappela également l'engagement de l'université Paris Dauphine sur ces thématiques, entre autres à travers le programme « Dauphine Durable », et insista sur leur enthousiasme à l'idée de soutenir cette initiative et le réseau qui sera créé.

Introduction : Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO) : *Les SHS face au CLD : Un problème sociétal.*

En tant que responsable scientifique du workshop, **Malcom Ferdinand**, j'ai rappelé brièvement le contexte historique de la contamination au chlordécone, ses dimensions environnementales, sanitaires, mais aussi ses enjeux socioéconomiques, juridiques et politiques. Faisant le constat de l'absence des SHS, j'ai salué cette initiative soutenue par l'État et le GOSS, et j'ai rappelé les objectifs du workshop (État de l'art, recueil des questions sociétales émises par différents acteurs ; création du réseau). En particulier, j'ai insisté sur la nécessité d'une recherche en SHS qui soit pensée et financée pour elle-même. L'urgence de la situation de contamination des Antilles ne devrait pas en retour conduire à négliger un véritable développement de recherche en SHS dans leur diversité. Cette considération première des recherches en SHS pour elles-

⁶ Le programme et le lien pour visionner cette journée sont disponible à l'adresse suivante : <https://irisso.dauphine.fr/fr/actualites-evenements/detail-de-lactualite/article/le-chlordecone-au-prisme-des-sciences-humaines-et-sociales-workshop-international-et-interdiscipli.html>

mêmes est la garantie nécessaire pour créer des partenariats conséquents de recherche-action avec les chercheurs en SVT, les services de l'État ou des membres de la société civile.

Table ronde I. 9h20-10h50 : Le CLD au prisme des SHS (chercheurs en SHS) - animée par Catherine Cavalin (CNRS/IRISSO).

Justin Daniel (Université des Antilles / LC2S): *Le regard social sur le CLD.*

Nathalie Jas (INRA/IRISSO): *Au prisme de l'histoire du gouvernement des toxiques.*

Grettel Navas (Autonomous University of Barcelona): *Un conflit écologique parmi d'autres.*

Stéphanie Mulot (CERTOP): *Questionner le CLD à partir de la socio-anthropologie politique de la santé.*

Malcom Ferdinand (CNRS/IRISSO): *Politique d'une contamination à l'échelle globale.*

Justin Daniel note la forte demande sociale de la part des citoyens tout autant que des décideurs auxquels les SHS sont confrontés. Il constate : un décalage entre la conscience aiguë de la contamination et l'ampleur relativement faible des mobilisations locales, même si elles sont répétées ; une perte de légitimité et crédibilité de la parole des autorités sur ce sujet ; et la nécessité de prévoir des dispositifs de co-construction.

Nathalie Jas rappelle que les « *science and technology studies* » (une discipline des SHS) ont une très grande expertise sur des contaminations comme celle du chlordécone y compris sur : des méthodes de recherche-action; les modes de régulation des toxiques et gouvernance des risques ; la production de connaissance et ses biais ; les mobilisations et les non-mobilisations. Elle est frappée par le peu de visibilité des situations des ouvriers agricoles et des femmes dans l'affaire du chlordécone.

Catherine Cavalin rappelle la nécessité d'avoir en santé environnementale une analyse conjointe des différentes sources de pollution et de leurs effets cocktails. En particulier celles liées aux particules inorganiques telles que le sable du Sahara qui se retrouve aussi aux Antilles.

Grettel Navas montra que la contamination au chlordécone est un conflit écologique parmi des milliers d'autres dans le monde. La discipline de l'écologie politique a une très grande expertise sur l'étude de ces conflits et des mobilisations suscitées. En exposant le cas du Némagon (DBCP) au Nicaragua, elle montra les parallèles avec le chlordécone.

Stéphanie Mulot évoqua différentes pistes de recherche au sujet du CLD à partir de la sociologie et l'anthropologie politique de la santé à plusieurs niveaux y compris : l'étude de l'espace politique de la santé dans des sociétés postcoloniales et post-esclavagistes ; l'imaginaire culturel de la santé et du rapport au corps selon les genres ; et la perception individuelle des risques.

De mon côté (**Malcom Ferdinand**), j'ai indiqué que loin des seules Antilles, l'utilisation du chlordécone dans le monde a entraîné une contamination à l'échelle globale (plus de 20 pays) et que la démarche comparatiste que je mène permettra de comprendre les leviers de la construction du problème public aux Antilles et de mettre à disposition des citoyens et des décideurs les manières dont les autres pays gèrent (ou non) cette même molécule. Enfin, j'ai aussi indiqué l'attitude de la justice des États-Unis vis-à-vis de la recherche qui, suite au scandale de l'usine de Hopewell, a permis la création d'un centre (Virginia Environment Endowment) ayant vocation à financer des projets et des recherches ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement. Une telle démarche pourrait être très intéressante pour la recherche aux Antilles.

Tous les intervenants reconnaissent la grande expertise en SHS sur des problématiques similaires à la contamination des Antilles par le CLD et la nécessité d'engager un nouvel élan de recherche, en réseau, pour confronter ce problème majeur.

Table ronde II. 11h10-12h40 : Questions sociétales de chercheurs en sciences de la vie et de la Terre. - animée par Jean-Marc Blazy (INRA).

Sarra Gaspard (Université des Antilles/ COVACHIM-M2E) : *Depuis la chimie.*

Fanny Le Loher (BRGM/ D. R. Guadeloupe) : *Depuis la science environnementale.*

Magalie Jannoyer (CIRAD) : *Depuis l'agronomie.*

Luc Multigner (INSERM) : *Depuis l'épidémiologie.*

Sarra Gaspard présenta ses travaux sur les méthodes de filtration de l'eau (charbon actif) efficace contre le CLD et le HCH, sur la réduction d'imprégnation des animaux d'élevage, ainsi que sur les possibilités de dépollution des sols avec des bactéries présentes dans les sols de Guadeloupe. Elle insiste sur la nécessité d'une meilleure cartographie de la pollution, du suivi des contrôles des produits et de l'établissement des responsabilités de cette contamination. Elle voit des possibles partenariats avec les SHS principalement sur les questions d'application de la recherche, de faisabilité et d'acceptabilité y compris dans le domaine législatif, tout en incluant les secteurs conventionnels et non conventionnels de distribution et de production.

Fanny Le Loher présenta les travaux du BRGM sur : la caractérisation de la pollution au CLD dans les sols et dans les aquifères et autres sources d'eau (en particulier en Guadeloupe) ; les transferts par l'eau dans les autres régions; la cartographie des sols périurbains ; ainsi que sur les techniques de décontamination comprenant des processus chimiques in situ (Fer), et la dégradation microbienne en laboratoire. Elle envisage des partenariats avec les SHS sur les questions d'applicabilité, de communication, d'accompagnement dans les pratiques pour gérer les risques. Elle rappelle que le CLD soulève la question plus générale de l'usage des pesticides et de leurs effets.

Magalie Jannoyer aborda les caractéristiques hétérogènes de cette contamination selon les sols (en surface et en profil), les transferts vers les plantes et vers les animaux, les rivières et les nappes. Elle détailla les différentes techniques envisagées pour une production agricole saine permettant de protéger la population ainsi que les outils mis en place pour anticiper le choix des cultures et des animaux d'élevage. Elle s'interroge sur : 1. les possibilités d'améliorer l'interdisciplinarité compte tenu des forces en présence et des attentes différentes ; 2. sur l'organisation d'un mode de gestion intelligent prenant en compte l'évolution des connaissances ; 3. Elle insiste sur la nécessité d'une gestion sur le temps long (plus de trois ans !) non par crise (comme cela se fait en ce moment). Elle pense que ces recherches sur le CLD peuvent aussi éclairer d'autres situations.

Luc Multigner exposa les résultats des recherches épidémiologiques caractérisant les conséquences sanitaires avérées du CLD sur la population antillaise (4500 dosages réalisés depuis 2000). Il critique la faible communication faite sur les recherches scientifiques qui ont démontré des absences de certains risques (fertilité masculine ou le syndrome de Képone). Malgré des résultats scientifiques pourtant bien établis menés par des chercheurs publics soutenus par les autorités publiques, il déplore une frilosité et des avis changeants des pouvoirs

publics et autorités à orienter l'action publique. Il constate aussi la difficulté d'une réception adéquate des travaux épidémiologiques au sein de la société, qui sont souvent mal interprétés (ex du lien entre CLD et criminalité ou entre cancer de la prostate et question ethnicité) ou font l'objet d'un manque de communication. Les enjeux de diffusion/réception/communication de l'information et de l'accompagnement psychologique offrent des pistes intéressantes de partenariats avec les SHS.

Jean-Marc Blazy souligna les contraintes posées sur la production et la consommation par le CLD. Il insista sur la nécessité de chiffrer tous les coûts engendrés et de trouver des méthodes de gestion de la pollution qui soient justes pour les petits producteurs.

Les cinq intervenants ont tous soulevé la difficulté de la réception et de la prise en compte adéquate de leurs résultats de recherche scientifique par les différents membres de la société. Des initiatives positives restent méconnues tandis que certains résultats restent interprétés à tort et à travers. Les intervenants ont salué cette initiative et accueillent volontiers la possibilité de partenariat avec des SHS avec un intérêt sur la communication, la réception et la diffusion de leurs travaux scientifiques.

Table ronde III. 14h00-15h45 : Restitution des questions sociétales posées par les associations - animée par Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO).

Marie-Hélène Surelly (CESECEM) ; Guilaine Sabine et Karine Varasse (Collectif Zéro Chlordécone, Zéro poison) ; Henri Louis Régis (Assaupamar) : *Témoignages depuis la Martinique* ; Docteur Josiane Jos Pelage (AMSES) par contribution écrite.

Patricia Chatenay-Rivauday & Christophe Leguévaques (Vivre) & Philippe Verdol (Université des Antilles/ EnVie-Santé) : *Témoignages depuis la Guadeloupe*.

Marie-Hélène Surelly fait part du désespoir et de la colère des ouvriers agricoles face au manque de place et d'attention qu'ils reçoivent dans l'affaire du CLD. Elle rappelle aussi que loin du seul CLD, les ouvriers furent exposés à un cocktail de produits. Elle demande une reconnaissance des maladies professionnelles liées aux pesticides, un suivi médical de tous les salariés en activité ou à la retraite et un dépistage gratuit des pesticides pour la population.

Guilaine Sabine et Karine Varasse ont présenté leur projet expérimental « chlordétox » visant à décontaminer les habitants à l'échelle individuelle comprenant des tests sanguins (sur 4 ans) et des partenariats avec des agriculteurs faisant de la permaculture. Elles regrettent la faible implication des élus locaux sur cette problématique laissant le travail aux associations et réitèrent la nécessité d'un test gratuit du CLD (et d'autres pesticides) pour tous les Antillais⁷.

Henri Louis Régis rappelle que l'Assaupamar a dénoncé l'usage de pesticides dès les années 1980, mais la DASS ne tenait pas compte des pesticides dans l'eau en la déclarant potable. Il déplore une communication officielle qui met l'accent sur les interdictions de production et moins sur les contrôles pour l'application de ces dernières. L'Assaupamar a organisé un forum

⁷ La pétition en ligne se trouve à l'adresse suivante : <https://www.change.org/p/prise-en-charge-du-test-chlordécone>

social en mars/avril 2018 (plus de 400 personnes) donnant lieu à une plateforme de revendications comprenant 52 points, notamment sur la pêche, l'agriculture, l'eau, la détoxification des populations et les responsabilités (inclus en annexe). Il salue l'approche officielle du plan CLD 4 qui entend prendre en compte ces revendications. Il souhaite que l'on change de paradigme : une cartographie, non pas seulement pour l'interdiction, mais pour sanctuariser les terres agricoles saines.

Le docteur Josiane Jos Pelage, (AMSES) fit une contribution écrite (en annexe) exprimant :
1. Le manque de confiance des habitants vis-à-vis des élus locaux et des services de l'État ; le sentiment que l'on a pas encore tiré les leçons du passé vu la persistance de l'usage de pesticides dangereux ; 3. Le manque d'un accompagnement médical qui soit à la hauteur de la contamination au CLD, surtout en ce qui concerne les femmes enceintes et les dépistages du cancer de la prostate et cancer du sein.

Patricia Chatenay-Rivauday indique que son association (Vivre) vise à défendre les droits de personnes victimes et la protection des communs. Elle travaille à la reconnaissance de la souffrance des victimes et à honorer les défunts. Elle demande : une prise en charge du test CLD qui soit associée à un protocole de soin, de décontamination et d'accompagnement psychologique ; un accès continu à une eau salubre et que tous les produits sanguins soient exemptes de pesticides. Elle demande aussi à ce que cessent les pratiques collusives qui rappellent l'époque coloniale, à ce que justice soit faite et à ce que le principe pollueur/payeur contre ce « génocide latent » soit appliqué. **Christophe Leguévaques** rappelle brièvement la démarche juridique de l'association Vivre. Il dénonce la production d'ignorance en cause dans l'affaire du CLD, notamment en ce qui concerne les archives du ministère de l'agriculture, et propose de prévoir des dommages et intérêts punitifs à l'encontre des pollueurs.

Philippe Verdol décrit une pollution généralisée qu'il analyse à travers le néocolonialisme. Il rappelle le cas des LMR qui discriminent les Antillais car elles sont plus élevées pour les produits tropicaux aux Antilles que pour les produits tempérés en Hexagone. Il critique le bien-fondé de la démarche de l'ANSES qui autorise l'ingestion journalière de CLD, ce qui constitue un empoisonnement. Il critique l'action de l'ARS, qui selon le témoignage d'Éric Godard, a fermé les yeux sur la population au CLD dans l'eau des réseaux. Il réclame un hôpital en état de fonctionnement en Guadeloupe. Il déplore le manque d'investissement dans la recherche, la stigmatisation de la production locale et détaille les actions en justice de son association.

Trois points saillants furent apparents :

1. Les intervenants ont exprimé *leur manque de confiance envers les différents services de l'État* concernant l'affaire du CLD. Ils dénoncent une relative opacité et un manque de démocratie dans les processus de décision, des actions de l'État ne sont pas encore à la hauteur (trop lentes, trop faibles) et critiquent le principe de gestion de la contamination à travers les Limites maximales de résidus (LMR);
2. Ils ont tous fait part d'un *sentiment d'injustice*. Ils ont exprimé leur désir de justice et ont détaillé leurs différentes actions auprès des tribunaux, afin que les responsables de cette contamination soient désignés et qu'une juste réparation soit menée. ;

3. Tous ont fait part de leur souhait d'une décontamination rapide des terres et de leurs corps, et leur exigence d'une vie saine aux Antilles.

Table ronde IV. 16h00-17h30 : Quel éclairage des sciences humaines et sociales pour enrichir l'action publique? Échanges avec les services de l'État. - animée par Philippe Casella (Alliance Athéna).

Discussion en présence de M. Jan Niébudek (Secrétaire général adjoint Préfecture Martinique), Mme Virginie Kles (Secrétaire général Préfecture Guadeloupe par visio-conférence), M. Philippe Hunel (Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie Martinique), M. Éric Godard (ancien chargé de mission interministériel sur le CLD aux Antilles).

Jan Niébudek (SGAR Adjoint Préfecture Martinique) excuse le Préfet de la Martinique qui n'a pas pu faire le déplacement. Deux points : 1. Il rappelle que l'État est pluriel et pluridisciplinaire (ARS, préfecture, DRAAF, la DEAL, le délégué à la recherche, rectorat...etc.). Il entend la colère, l'incompréhension, l'anxiété et le déni ressenti par les populations ; 2. L'État entend bien co-construire le plan CLD 4 avec les habitants, ne serait-ce que par souci d'efficacité. Cette co-construction a déjà commencé en Martinique dans le cas des comités de pilotage locaux ouverts à tous les organismes et associations qui en font la demande (y compris les élus). C'est aussi une plus grande exigence du point de vue de la transparence de l'information compris dans le détail (voir notamment le site internet, même si pas suffisants). Cette co-construction doit pouvoir aller plus loin notamment à travers les forums hybrides.

Mme Virginie Kles (Secrétaire général Préfecture Guadeloupe par visio-conférence). Elle note un besoin d'accompagnement des SHS, et de comprendre les demandes des citoyens mais aussi de traduire/informer/communiquer les mesures prises par l'État. En Guadeloupe, la préfecture va déjà dans ce sens avec un ensemble de débats citoyens notamment dans des centres commerciaux (programme « aller vers »). Elle note une forte demande de la cartographie du CLD. Elle souhaiterait savoir quelle est la véritable efficacité des débats-citoyens ou alors, comment les améliorer. Il faut faire comprendre aux citoyens et aussi que l'on comprenne les citoyens et leurs réalités locales. Les SHS pourraient être un apport intéressant pour cela.

Philippe Hunel (DRRT) se félicite de l'organisation de ce workshop qui est un point de départ pour rapprocher la recherche scientifique et la réalité du terrain. Il a notamment rappelé les investissements (environ 100 millions d'euros) et les principaux acquis des différents plans CLD. En particulier la réduction de l'exposition de la population, le renforcement des connaissances (la caractérisation de la pollution avec la cartographie, le transfert de la molécule) et l'aménagement de bassin versant pour rechercher des méthodes de dépollution. Il note un décalage entre les actions prises et la perception de celles-ci notamment en référence aux ouvriers agricoles. Ces derniers figurent pourtant parmi les premières populations qui ont fait l'objet d'un suivi épidémiologique à travers une cohorte encore à l'étude aujourd'hui. Il insiste sur la volonté d'apprendre des difficultés de certains projets (charte patrimoniale) pour

⁸ <https://www.chlordecone-infos.fr>

co-construire la gestion de la pollution (y compris à travers la recherche) en étant au plus près des réalités du terrain et des attentes des acteurs.

Éric Godard rapporta son expérience d'ancien chargé de mission interministériel sur le CLD aux Antilles participant à relever et à gérer cette contamination. L'affaire du chlordécone est avant tout un scandale environnemental ayant, toute proportion gardée, des conséquences sanitaires néfastes. D'un côté, il déplora une relative opacité des services de l'État qui à certains moments ont hésité à transmettre toutes les informations à la population locale. D'un autre côté, il déplora l'amalgame qui est fait entre les responsables étatiques historiques en cause dans la contamination au CLD, et ceux qui aujourd'hui tentent d'y faire face. Enfin, il précisa qu'il n'est pas bon de laisser l'État seul gérer les conséquences de cette pollution. L'ensemble de la société doit aussi s'impliquer pour exiger un réel partage des informations, pour demander des comptes et débattre des modalités de gestion, et ainsi éviter un cheminement de crise en crise.

Trois points saillants furent abordés :

1. Ils constatent tous un décalage entre les actions effectivement mises en place par l'État face à la contamination au CLD et la perception que les habitants se font des actions de l'État. De manière analogue aux chercheurs en SVT, ils relèvent une difficulté dans la communication, réception et diffusion des actions prises pour réduire les impacts sanitaires du CLD.
2. Ils entendent la colère, l'angoisse et le sentiment d'injustice des habitants et témoignent d'une volonté d'apprendre des échecs du passé afin de faire mieux.
3. Les deux préfectures ont insisté sur le souhait de construire le plan CLD IV en concertation avec les différents membres de la société civile et de favoriser une plus grande transparence.

Conclusions et perspectives Justin Daniel (Université des Antilles/ LC2S)

En conclusion de cette première journée, Justin Daniel a rappelé les différents thèmes de recherche sur lesquels les SHS peuvent travailler en collaboration avec les chercheurs en SVT, les membres de la société civile et les services de l'État dont l'évaluation des politiques publiques de gestion du CLD ; l'évaluation économique ; l'étude juridique des questions d'indemnisation et de réparation ; l'étude de la perception de la contamination auprès des différents segments de la société ; l'étude de la réception, de la diffusion et de l'appropriation de l'information scientifique ; l'étude des comportements des Antillais face à la contamination ; l'étude de la manière dont l'histoire coloniale de la France et des Antilles affecte les représentations et les mises en place de programme de gestion de la chlordécone. Il insiste sur la nécessité d'une transparence à tous les niveaux pour faire face à la décrédibilisation des « sachants » et la mise en porte à faux des scientifiques. Il insiste sur la nécessité d'une co-construction notamment à travers des forums hybrides. À la suite de cette journée, Justin Daniel conclut en annonçant que le temps de la mise en réseau est venu. Cela permettra de mettre en regard des situations et affaires communes, et préciser le caractère singulier du CLD aux Antilles. La mise en réseau des chercheurs en SHS et en SVT, spécialistes internationaux de ces questions, permettra collectivement d'ouvrir des horizons possibles de sortie de crise.

Le workshop : journée du 7 novembre

La journée du 7 novembre consista en une réunion entre chercheurs en SHS afin de commencer à poser les jalons d'un réseau de recherche sur le CLD et des problématiques similaires dans le Sud global.

I. Continuation des présentations des chercheurs :

La première partie de la journée a consisté d'abord dans la présentation des recherches prospectives envisagées par celles et ceux qui n'avaient pas pu participer à la journée du 6 novembre. Le professeur **Greg Wilson** a présenté les grandes lignes de son ouvrage sur l'affaire du CLD (Képone) aux États-Unis. Son livre devrait sortir en fin 2020 ou début 2021. En particulier il indiqua que l'affaire du Képone a marqué un tournant important l'histoire de la gestion des toxiques aux États-Unis. Les chercheurs **Valérie Angeon et Samuel Bates** ont exposé leur programme de recherche-action déjà en place pour l'accompagnement des éleveurs aux Antilles. Samuel Bates indiqua en particulier comment la théorie mathématique peut être un apport important comme aide à la décision de plusieurs acteurs dont les éleveurs. La maîtresse de conférence en droit **Adeline Jeanneau** déclina ses recherches prospectives sur les dilemmes juridiques posés par les questions de réparation et d'indemnisation dans ce type de contamination durable. **Erwan Molinié** (futur doctorant en écologie politique) présenta ses pistes de recherches doctorales sur les questions de pesticides, envisagées dans une dimension comparative entre la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique.

II. Préparation du réseau de recherche et de ses activités.

S'en est suivie une réunion sur les modalités du réseau de recherche en SHS sur le CLD, les sources de financement, les actions communes. **Philippe Casella** nous a fait part de son expérience d'animation de la recherche. J'ai fait part (**Malcom Ferdinand**) des outils mis à disposition par le CNRS pour structurer un tel réseau. J'ai aussi fait part de la forte demande de chercheurs en SHS basés aux Antilles pour ce type d'initiative y compris les équipes du LC2S. Tous les chercheurs en SVT de la journée du 6 et bien d'autres ont affirmé leur souhait de collaborer et participer à ce réseau.

Le réseau s'intitule pour l'instant « *Agir pour un monde par-delà les toxiques : politique du chlordécone et autres contaminations à l'échelle globale* ». Ce réseau se donne trois missions principales :

(1) Un séminaire interdisciplinaire et international sur le CLD:

Fédérer à l'échelle internationale les recherches en SHS sur les problématiques de santé/environnement, en particulier celle du CLD aux Antilles. L'instauration d'un séminaire sur plusieurs sites (Paris, Martinique, Guadeloupe) autour de ces problématiques offrira un lieu d'émulation scientifique collective. Ce séminaire

sera mis en place au printemps 2020. Une première publication collective est envisagée pour l'année 2021 permettant de faire un état des lieux des travaux existants sur le CLD, et des travaux pouvant les compléter.

(2) Des projets de recherche scientifique en SHS

Impulser la recherche scientifique en SHS sur les problématiques de santé/environnement dans la région Caraïbe et les autres pays du Sud Global à travers la réponse à différents appel à projet.

(3) Des projets de recherches/actions pour répondre à la demande sociétale

Développer des programmes de recherche/action avec les différents acteurs de la société (décideurs, producteurs/consommateurs/associations)

Les résultats du workshop

Le workshop a publiquement mis en lumière **cinq points** fondamentaux concernant la contamination des Antilles par le chlordécone, les recherches scientifiques publiques engagées et sa gestion par l'État.

1. Une absence de recherche publique en sciences humaines et sociales.

La journée mit en lumière l'énorme décalage entre les recherches menées en sciences du vivant et de la Terre (chimie, agronomie, microbiologie, épidémiologie, toxicologie, médecine...etc.) et celles menées par les SHS. D'un côté, lors de la table ronde II, Sarra Gaspard, Fanny Le Loher, Magalie Jannoyer et Luc Multigner ont tous présenté des *résultats* de recherches engagées depuis plus de 10 ans (voire 20 ans dans le cas de l'épidémiologie). Cela signifie que des pistes de recherches ont été envisagées, des financements ont été alloués, des protocoles ont été éprouvés et des recherches ont bien été menées aboutissant à des résultats dûment publiés dans des revues scientifiques qui peuvent alors éclairer le débat public et les actions de l'État français. De l'autre, hormis quelques articles et rares initiatives individuelles, aucune recherche publique conséquente n'a été menée à ce jour en SHS sur le CLD aux Antilles. En résulte une très grande inégalité dans la compréhension sociétale de la contamination au chlordécone des Antilles avec des conséquences dommageables. Depuis 20 ans des décisions importantes ont été prises, des programmes de gestion de la contamination au CLD ont été mis en place par les pouvoirs publics et ont été évalués sans bénéficier d'un regard scientifique sur les dimensions sociétales de cette contamination.

2. L'existence d'une expertise internationale en SHS en santé/environnement et sur les Antilles peu mobilisée.

Cette absence peut paraître surprenante au vue de la grande expertise internationale en SHS au sujet des rapports entre santé et environnement. Les interventions de Grettel Navas, Nathalie Jas et Malcom Ferdinand ont rappelé que les questionnements et difficultés auxquels se confrontent les sociétés martiniquaises et guadeloupéennes se retrouvent partout ailleurs dans le monde et sont bien étudiés scientifiquement par les SHS. Cette absence paraît aussi surprenante au regard de la grande expertise en SHS sur les sociétés antillaises, expertise présente localement au sein de l'université des Antilles sur les campus de Martinique et de Guadeloupe, expertise présente au niveau national au sein des différentes universités et laboratoires de recherche français, et expertise présente à l'internationale, en particulier dans un ensemble d'universités de la Caraïbe et des Amériques. Les présentations de Stéphanie Mulot et de Justin Daniel rappelèrent cette expertise et la volonté de ces différentes forces en présence de s'engager dans une recherche pérenne sur ces problématiques.

3. Une forte demande de recherche et d'expertise sur les enjeux sociétaux

Ce workshop a révélé une forte demande d'expertise et de recherche sur les enjeux sociétaux par les différents participants. Trois thèmes centraux sont revenus au cours de ce workshop : 1. L'étude de la communication/réception/diffusion/appropriation des informations liées au CLD, qu'elles émanent des autorités ou des chercheurs ; 2. Une demande de recherche-action visant à accompagner la mise en place de processus démocratiques de co-construction de la gouvernance de cette crise; 3. Une demande d'étude approfondie sur les représentations, les comportements et les expériences des différents habitants face à cette contamination concernant leur santé, leur alimentation, mais aussi des mobilisations politiques et juridiques en cours.

4. La nécessité de dialogue entre acteurs différents dans des conditions d'égalité de place et de parole.

Au-delà du contenu, par sa forme et ses conditions d'égalité de place et de parole, ce workshop a mis en acte des modalités d'échanges constructifs et respectueux entre acteurs différents ayant des compétences différentes. Contrairement au colloque d'octobre 2018 où les représentants de la société civile ne pouvaient que poser des questions aux chercheurs et autorités, le fait d'avoir un dispositif où chacun, peu importe son titre, a eu le même temps et la même place de parole à la tribune a permis une meilleure écoute des uns et des autres. Cela ne veut pas dire que tout le monde ait été d'accord, mais cela a permis des conditions d'échange dans une atmosphère respectueuse et constructive. Dans certains cas, cette atmosphère a permis de préciser les points litigieux qui demeurent et, dans d'autre cas, d'effacer certaines conceptions

erronées sur cette pollution. Reproduire ce type de dispositif, y compris aux Antilles, est une nécessité pour faire face collectivement à ce problème majeur.

5. La nécessité d'un nouvel élan pour la recherche en SHS sur le CLD avec constitution d'un réseau international et interdisciplinaire

Enfin, au vue des quatre premiers points, ce workshop mit le doigt sur le nécessité d'un nouvel élan face au CLD avec l'implication pérennes de chercheurs en SHS. Comme je l'ai rappelé en introduction, cette implication ne sera pas en tant que telle une solution miracle, mais participera en concert avec les autres acteurs et experts à une réponse collective et compréhensive à cette crise que traverse les sociétés antillaises. Par la réunion de travail qui s'est tenue le 7 novembre, ce workshop a aussi permis de poser les bases scientifiques de cette implication à travers la création d'un réseau de chercheurs qui aura vocation à animer la recherche, répondre à des appels à projet et contribuer au débat public.

Recommandations

Trois recommandations essentielles ressortent de ce workshop :

- Financer la recherche en SHS et la constitution du réseau de chercheurs pour mieux accompagner les chercheurs, les décideurs et les citoyens. Plus que l'implication des chercheurs SHS dans des projets de sciences du vivant et de la Terre, cela signifie financer aussi la recherche en SHS en tant que telle, notamment à travers ce réseau.
- Organiser respectivement les actes II et III de workshop en Guadeloupe et en Martinique d'ici fin 2020. La multiplication de scènes d'échange à proximité des populations antillaises est primordiale.
- Prévoir un colloque international à dominante SHS en 2021. Ce colloque peut être d'un grand apport dans la diffusion de la connaissance en SHS sur le chlordécone et d'autres contaminations similaires, tout en étant ouvert aux sciences du vivant et de la Terre.

Remerciements

Je tiens à remercier un ensemble de personnes et d'institutions sans qui ce workshop n'aurait pu avoir lieu. Je remercie d'abord le soutien scientifique du G.O.S.S et le soutien financier de l'État, représenté par la préfecture de la Martinique. Singulièrement, je remercie Philippe Hunel avec qui j'ai été en dialogue étroit pour rendre cette journée possible. Je remercie aussi Philippe Casella de l'Alliance Athéna qui a été à l'initiative de l'inclusion des SHS dans le plan CLD et qui a accompagné pas à pas l'organisation de cette rencontre. De manière plus globale, je tiens à remercier l'ensemble du comité d'organisation (Nathalie Jas, Justin Daniel, Magalie Jannoyer, Sarra Gaspard, Philippe Casella, Philippe Hunel), dont le soutien de chacun des membres a été primordial face aux inévitables balbutiements d'une rencontre inédite sur ce sujet.

Je remercie Katia Maspimby du CNRS qui a facilité la convention signée entre l'État et le CNRS pour la tenue de cette journée dans des délais relativement courts. Je remercie l'université Paris Dauphine-PSL pour avoir mis à disposition les salles pour nous accueillir (le service de la présidence et de la réservation des salles). Je remercie aussi l'équipe technique (en particulier Fabrice Pontarini) qui assura le suivi technique de la journée du 6 novembre. Malheureusement, les difficultés techniques indépendantes de notre volonté rencontrées lors de la dernière table ronde ont affecté la qualité et l'enregistrement de certains échanges. Au nom du comité d'organisation nous présentons nos excuses et nous sommes convaincus que les prochaines rencontres de ce type en Martinique et en Guadeloupe pourront prolonger ces échanges.

Je remercie aussi mon laboratoire, l'IRISSO, et sa directrice Dominique Méda. Singulièrement, je remercie Caroline Farge, la secrétaire de l'IRISSO, et Khalid Bouachra, le responsable administratif, qui ont été les deux alliés indispensables pour l'organisation logistique de cette rencontre. Enfin, je souhaite remercier tous les intervenants, les invités et les membres du public qui ont fait le déplacement pour participer à cette rencontre.

Annexes

1_Participation au workshop

Intervenants

Dominique Méda (Professeure, Directrice de l'IRISSO)
Christophe Elie-Dit-Cosaque, (Vice-Président en charge des relations internationales)
Justin Daniel (Université des Antilles / LC2S)
Nathalie Jas (INRA/IRISSO)
Grettel Navas (Autonomous University of Barcelona):
Stéphanie Mulot (CERTOP)
Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO)
Catherine Cavalin (CNRS/IRISSO)
Sarra Gaspard (Université des Antilles/ COVACHIM-M2E)
Fanny Le Loher (BRGM/ D. R. Guadeloupe)
Magalie Jannoyer (CIRAD)
Luc Multigner (INSERM)
Michel Samson (INSERM)
Jean-Marc Blazy (INRA)
Guilaine Sabine (Collectif Zéro Chlordécone)
Karine Varasse (Collectif Zéro Chlordécone)
Henri Louis Régis (Assaupamar)
Marie -Hélène Surelly (CESECEM).
Patricia Chatenay-Rivauday (Vivre)
Christophe Leguévaques (Smartcab)
Philippe Verdol (Université des Antilles/ EnVie-Santé)
Philippe Casella (Alliance Athéna)
M. Jan Niébudek (Secrétaire général adjoint Préfecture Martinique)
Mme Virginie Kles (Secrétaire générale Préfecture Guadeloupe par visio-conférence)
M. Philippe Hunel (Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie Martinique)
M. Éric Godard (ancien chargé de mission interministériel sur le CLD aux Antilles)
Gregory Wilson (University of Akron/ par visio conference)
Valérie Angeon (INRA)
Samuel Bates (Université d'Angers)
Adeline Jeanneau (Université des Antilles et Kings' College)
Erwan Molinié (EHESS)

Agences, ministères, média et organismes ayant assisté au colloque (sans compter le public général)

Gabriel Jean-Marie (CGTM)
Catherine Mir (Ministère de la Transition écologique et solidaire)
Marthe-Elisabeth Opperl (IGAS)
Marie-François Ermonide (Agence Régionale de Santé Martinique)
François Klein (direction générale de la santé/Ministère des solidarités et de la santé)
Isabelle De Guido-Vincent-Genod (Direction générale de La santé)
Samy Archimède (Basta Mag)
Tristan Roué (INCA)
Jean-Claude Pitat (Centre médico-social)
Barbara Lefèvre (Direction générale de la santé)
Julie Strabonie (France Ô)

Pierre Benoit (INRA)

Alex Ferdinand (RLDM)

Antoine Le Gal (Ministère de l'Alimentation et de l'agriculture)

Ketty Ibalot(Association USCAR Fraternité Caribéenne)

Naéma Rainette-Dubo (collectif zéro chlordécone)

Guido Richen (GOSS)

Henri-Luc Thibault (Ministère de l'agriculture)

2_ Programme de la journée du 6 novembre

9h00-9h20 : Ouverture

Dominique Méda (Professeure, Directrice de l'IRISSO)
Jan Niébudek (SGAR Adjoint Préfecture Martinique)

Introduction Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO) : *Les SHS face au CLD : Un problème sociétal.*

9h20-10h50 : Le CLD au prisme des SHS (chercheurs en SHS) - animé par Catherine Cavalin (CNRS/IRISSO).

Justin Daniel (Université des Antilles/ LC2S): *Le regard social sur le CLD.*

Nathalie Jas (INRA/IRISSO): *Au prisme de l'histoire du gouvernement des toxiques.*

Grettel Navas (Autonomous University of Barcelona): *Un conflit écologique parmi d'autres.*

Stéphanie Mulot (CERTOP): *Questionner le CLD à partir de la socio-anthropologie politique de la santé.*

Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO): *Politique d'une contamination à l'échelle globale.*

11h00 : Allocution de Christophe Elie-Dit-Cosaque, Vice-Président en charge des relations internationales

11h10-12h40 : Questions sociétales de chercheurs en sciences de la vie et de la Terre. - animé par Jean-Marc Blazy (INRA).

Sarra Gaspard (Université des Antilles/ COVACHIM-M2E) : *Depuis la chimie.*

Fanny Le Loher (BRGM/ D. R. Guadeloupe) : *Depuis la science environnementale.*

Magalie Jannoyer (CIRAD) : *Depuis l'agronomie.*

Luc Multigner (INSERM) : *Depuis l'épidémiologie.*

12h40-14h00 : Repas

14h00-15h45 : Restitution des questions d'ordre sociétales posées par les associations - animé par Malcom Ferdinand (CNRS/ IRISSO).

Guilaine Sabine (Collectif Zéro Chlordécone) ; Henri Louis Régis (Assaupamar) ; Marie-Hélène Surelly (CESECEM) : *Témoignages depuis la Martinique.*

Patricia Chatenay-Rivauday (Vivre) & Philippe Verdol (Université des Antilles/ EnVie-Santé) : *Témoignages depuis la Guadeloupe.*

16h00-17h30 : Quel éclairage des sciences humaines et sociales pour enrichir l'action publique? Échanges avec les services de l'État. - animé par Philippe Casella (Alliance Athéna).

Discussion en présence de M. Jan Niébudek (Secrétaire général adjoint Préfecture Martinique), Mme Virginie Kles (Secrétaire générale Préfecture Guadeloupe par visio-conférence), M. Philippe Hunel (Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie Martinique), M. Éric Godard (chargé de mission interministériel sur le CLD aux Antilles).

17h30-17h45 : Conclusion et perspectives Justin Daniel (Université des Antilles/ LC2S)

17h45 : Cocktail de fin de journée

Lien pour visionner la journée du 6 novembre : <https://irisso.dauphine.fr/fr/actualites-evenements/detail-de-lactualite/article/le-chlordecone-au-prisme-des-sciences-humaines-et-sociales-workshop-international-et-interdiscipli.html>

3_ Plateforme des revendications du forum social de 2018 (Martinique)

PLATE FORME DE REVENDICATIONS

AGRICULTURE

- ✚ Réalisation et publication d'une cartographie de la **réalité de la contamination** sur toutes les surfaces agricoles => Tests gratuits pour les agriculteurs
- ✚ **Indemnisations** des petits exploitants dont les terres sont contaminées et **accompagnement à la reconversion**
- ✚ **Certification des cultures possibles sur les zones contaminées** en affinant les recherches sur les végétaux pour confirmation
- ✚ Certification des terres non contaminées et protection juridique opposable à tout déclassement
- ✚ Réalisation et diffusion d'un **annuaire** des agriculteurs-trices et des lieux de vente, où l'on trouve des produits **sans pesticide et/ou bio**. Affiner la liste des produits locaux par saison.
- ✚ Certification du groupe Orgapéyi de Martinique
- ✚ **Contrôles systématiques** sur les exploitations dès plantation sur les terres (Analyse systématique de toutes les terres)
- ✚ Création d'un **Observatoire coordinateur indépendant zéro pesticide et zéro chlordécone** comprenant experts et citoyens avec la mission d'évaluer les effets des pesticides dans tous les domaines, d'évaluer les politiques de prévention et de réparation, d'évaluer les pratiques sanitaires économiques et environnementales.
 - ⇒ Vulgarisation et diffusion des informations et des résultats
- ✚ **Contrôle** sur tous les points de ventes produits **locaux et importés** avec les moyens humains et financiers nécessaires
- ✚ **Traçabilité** des produits
- ✚ Rétablissement des postes de contrôle du port et de l'aéroport
- ✚ Moyens financiers et techniques de cultiver sur les terres contaminées **en hors-sol** (non hydroponique) avec de la terre non contaminée
- ✚ **Mise à la disposition** des agriculteurs **des terres en friche** par l'application effective de la procédure des terres en friche ou tout autre moyen populaire
- ✚ **Formation** des professionnels pour **une agriculture alternative** à l'agriculture conventionnelle (organique et bio) - jeunes agriculteurs, formation de formateurs, formation continue, etc.. Signature dans ce cadre d'une **convention** avec Cuba ou tout pays tropical ayant une expérience reconnue en la matière pour stages, immersions, formation, etc. pour agriculture saine.
- ✚ Création auprès de la CTM d'un **observatoire de la formation agricole** en Martinique
- ✚ **Intégration des circuits courts** à la perception des montants compensatoires
Inscription de **l'engagement à la production de cultures saines** dans les critères d'éligibilité aux fonds européens
- ✚ Prise en compte du **bilan carbone** pour l'attribution des subventions
- ✚ Plan de **dépollution** des sols
- ✚ **Protection des zones non contaminées** : interdiction de transfert des terres sans production d'analyses sur les sols

- ✚ Recherches de l'impact de l'eau d'irrigation sur la contamination des sols et des végétaux. **Dépollution** de l'eau livrée aux agriculteurs
- ✚ Sevrage du bétail chlordéconé en **stabulation** (surtout pas sur des sols sains)
- ✚ Annulation de la dérogation pour Asulox
- ✚ **Interdiction** de toute dérogation relative à des pesticides

PECHE

- ✚ Un réel **état des lieux** et études scientifiques sur la transmission du chlordécone de la terre vers la mer et **état de la contamination des produits de la mer**
- ✚ Garantie du maintien de la pêche artisanale
- ✚ Evaluation et **interdiction** de tout pesticide impactant les écosystèmes marins
- ✚ **Modification** des normes des rejets des stations prenant en compte les pesticides, les médicaments et les stupéfiants
- ✚ **Balissage** des zones impactées par la chlordécone
- ✚ Recherche sur les **espèces de poissons** impactées par la pollution au chlordécone
- ✚ **Etat financier** des indemnisations pour reconversion
- ✚ Installation de récifs artificiels de façon à augmenter dans les zones non contaminées la population de poissons
- ✚ **Contrôles** des zones interdites à la pêche aux crabes
- ✚ Nécessité d'accompagner sur le long terme les pêcheurs pour une **compensation** pour les frais supplémentaires à engager pour la modification de leur activité de pêche
- ✚ Reprise des zones de cantonnement pour la gestion de la ressource dans les zones non contaminées

SANTE

- ✚ Rendre possible **l'accès au sevrage** pour la population par un contrôle continu de l'offre alimentaire
- ✚ Un **dosage du taux de chlordécone dans le sang gratuit** (pris en charge) accessible aux populations à risque (femmes enceintes et en âge de procréer, adolescents, ouvriers et exploitants agricoles, autres pathologies, cancéreuses ou hormonales etc...) sur ordonnance médicale.
- ✚ Dosage systématique du taux de chlordécone dans le sang pour les femmes enceintes et suivi du développement psychomoteur obligatoire des enfants de femmes chez qui le dosage de chlordécone est positif, et ce quel que soit le taux.
- ✚ Dosage systématique du taux de chlordécone dans le sang pour les ouvriers et exploitants agricoles et suivi dans le cadre d'une décontamination.
- ✚ Dosage du taux de chlordécone dans le sang gratuit (pris en charge) dans le cadre d'un processus de détoxification
- ✚ Mise en place locale d'une **unité de recherche** Inserm+ Sciences +laboratoire spécialisé+ centres de toxicologie, afin d'effectuer les dosages de chlordécone et autres pesticides sur les différents prélèvements biologiques et alimentaires. Réaliser une **recherche épidémiologique** active à partir de ses prélèvements, mais aussi face à l'émergence de certaines pathologies associées à des taux de chlordécone ou autres pesticides élevés.
- ✚ Mise en place d'une **unité de recherche** sur les méthodes efficaces de détoxification des populations touchées, avec des recommandations de

détoxification en **phytothérapie**, accessibles à tous, sur des protocoles validés quand c'est possible.

- ✚ Programme **d'information adapté** et d'éducation populaire axée sur une évolution des modes de consommation alimentaire, compte tenu des risques de pollution individuelle, et ce pour **une meilleure santé**. Temps d'antenne **réservé** à la TV et sur les radios sur le sujet - Créer une commission pour valider l'information et les contenus d'une nutrition sans pesticide
- ✚ Campagne de **sensibilisation** autour du cancer de la prostate (éducation thérapeutique, formation des professionnels de santé)
- ✚ Production de données épidémiologiques au niveau local (avec approche de genre)
- ✚ Dépistage précoce chez les adolescents pour prévenir les problèmes d'infertilité.

EAU

- ✚ **Zéro chlordécone dans l'eau du robinet** en utilisant les techniques les plus performantes
- ✚ **Prise en charge** par l'état avec effet rétroactif (depuis la prise en charge) de cette dépollution de l'eau du robinet: Aujourd'hui la CTM paie la dépollution de l'eau.
- ✚ *Actualisation de la connaissance* de la qualité des eaux de source de bord de route et information certifiée sur leur usage possible

RESPONSABILITE

Il est clairement établi que l'Etat français est **responsable**

- 1) Exiger instruction des plaintes déjà déposées
- 2) Exiger que l'état nous indique **clairement** quelles plaintes il pense déposer

Le comité d'organisation



4 : Contribution écrite du Docteur Josianne Pelage à la journée du 6 novembre

« La Martinique doit faire face à une pollution unique dans l'histoire de l'humanité par son étendue 92% de la population imprégnée avec des enjeux non négligeables dans le court et très long terme puisque la pollution qui affecte 30 à 40% de la sole agricole utile risque de durer plusieurs siècles et donc impacter 20 à 25 générations.

Cette contamination des terres avec transfert sur les eaux de rivière et de la mer in fine représente une vraie menace pour les générations à venir.

On a largement débattu sur les responsabilités multiples à l'origine de ce désastre. Certains comme le Président de la République, évoquent un « *aveuglement collectif* » ; d'autres une volonté au moins subconsciente d'en finir à bon compte avec ces populations économiquement peu rentables.

Pour nous qui sommes sur le terrain, bien des questions se posent encore aujourd'hui en 2019, ce qui laisse planer un doute sur le caractère « involontaire » des décisions qui ont conduit à cette situation et la réelle volonté d'y remédier .

1/question

A – t-on pris le temps de tirer les leçons de cette catastrophe afin de tout mettre en œuvre pour qu'elle ne se reproduise plus ? La réponse est clairement NON.

En 2015, l'un de nos Députés Bruno NESTOR AZERO demandait au Parlement une « *dérogation* » pour l'usage de l'ASULOX, un herbicide de la canne, interdit en France depuis 2012.

En 2012 et 2013 les associations ASSAUPAMAR et AMSES ont dû recourir au Tribunal administratif à trois reprises pour faire annuler les dérogations itératives à l'épandage aérien sur ces mêmes sols de plantation de banane gorgés de chlordécone ; épandage qui utilisait le Banole un produit phytopharmaceutique non autorisé pour l'épandage, et le Gardian interdit en France du fait de sa génotoxicité.

Qui ont-elles trouvé pour les contrer ? Qui donc était favorable à l'épandage de produits toxiques non autorisés sur les terres bananières ? le Député Serge LETCHIMY et le Ministre des Outre- Mer Victorin LUREL qui, lui, n'a pas hésité à saisir la Cour de Cassation pour faire annuler la décision favorable du Tribunal administratif !!Mettre des produits toxiques sur sa propre population, celle qui vous a mandaté pour la défendre. Voilà les Députés de Martinique ; depuis le grand Aimé Césaire qui pendant ses 40 années de mandature n'a pas une seule fois attirer l'attention du Parlement et des Ministres sur les risques pour SON PEUPLE de ce toxique redoutable connu depuis les années 60.

En 2018 nos 6 Parlementaires sont allés demander aux Ministres de la Santé, des Outre Mers, de l'Agriculture de BAISSER les Limites de résidus LMR et non de les interdire. Lesquelles LMR sont un vrai scandale car en France elles doivent être < 10µg/kg soit inférieur à la limite de détection mais en Guadeloupe et Martinique il est toléré 20µg /kg soit deux fois plus. Pourquoi ?

Ces LMR n'ont rien de licite puisque le chlordécone est interdit par la Convention de Stockholm, par la Commission des toxiques française, et par la Commission européenne.

A tous les niveaux, la réglementation est contournée y compris par nos propres représentants garants de la législation.

On n'a pas tiré les leçons du passé !!

2e question

Comment la population martiniquaise vit elle cette situation ?

Quand on interroge les gens sur le chlordécone ils vous répondent résignés : Je *sais* : « *on nous a empoisonnés !* »

Première constatation la résignation de la population qui ne fait plus confiance à personne Refoulement et intériorisation de la souffrance. Quel devenir psychologique pour une population qui a perdu toute confiance dans les aux autorités en charge de sa sécurité ?

Deuxième constatation : on assiste à un renversement de l'ordre habituel des choses selon lequel les plus âgés meurent les premiers. Aujourd'hui, des mères voire des grands- mères enterrent leurs enfants ou petits- enfants de 40 ou 50 ans ? Car ces grands -mères ont vécu, enfants, avant l'ère des pesticides, dans

un environnement sain à la différence de leurs petits enfants nés après les années 50. C'est une césure inimaginable.

Cancers du sein à 20 ans, cancers de la prostate à 40 ans, myélomes sont devenus habituels dans toutes les familles.

Troisième constatation : les autorités recommandent à la population de s'alimenter dans les circuits dits « formels, c'est-à-dire les grandes surfaces tenues par les Lobbys, ceux- là mêmes qui les ont « empoisonnés » avec le chlordécone et qui ont ouvert ces hypermarchés grâce aux subventions obtenus à Bruxelles par la vente de la banane. La réaction de la population est de rejeter ces hypermarchés et donc elle continue à s'alimenter en circuits informels donc à se mettre potentiellement en danger.

Qui contrôle les hypermarchés ? Une fois de temps en temps il y a un contrôle de la Direction de l'Agriculture. De plus les produits qui y sont vendus ne sont pas sans chlordécone mais contiennent moins de 20µg/kg donc sont encore empoisonnés.

Quatrième constatation

Si les femmes ont réagi à la flambée de cancers du sein en organisant des manifestations comme « *Octobre rose* » qui permettent de supporter une mammectomie éprouvante pour la féminité, les hommes dépriment en silence devant la perte de virilité liée à la prostatectomie. Chaque année plus de 500 nouveaux cas de cancers de la prostate touchent des hommes de plus en plus jeunes parfois à 38 ans.

Cinquième fait marquant :

Une campagne de désinformation active est mise en place. La population n'est pas dupe mais elle panique et ne sait pas vers qui aller. Qui est un vrai et qui est un faux prophète payé par les Lobbys pour semer la confusion !

Exemple : campagne de désinformation sur la contamination de l'eau potable : elle serait chlordéconée donc il faut s'acheter ses propres filtres à charbon domestique. Vendus par qui ? Personne ne fait de recherche de polluant dans l'eau pour la contrôler mais des pétitions circulent. Voire même des plaintes.

Désinformation :

information fautive venant du Ministère de la Santé : « *le chlordécone s'élimine en 6 mois* » .Faux c'est en 4 à 5 ans .

« *Inutile de doser dans votre sang cela va vous angoisser* » Pourquoi si c'est un polluant sans risque qui s'élimine en 6 mois ?

« *Manger deux fois par semaine des légumes racine avec des légumes verts !* » Quelle est la base scientifique de cette affirmation. Aucune.

Sixième fait :

Une réponse médicale indigente eu-égard à la gravité de la situation

Pas de prise en charge adéquate de la femme enceinte contaminée pour éviter fausse couche, prématurité et perturbations du développement fœtal.

Pas de programme de recherche local pour mieux appréhender les conséquences médicales et les prévenir (baisse hormone thyroïdienne avec risque de débilité, de prématurité, puberté précoce obésité etc)

Dépistage du cancer de la prostate décidé par la Haute autorité de santé à 60 ans alors qu'il y a des cancers avant 40 ans. Dépistage du cancer du sein à 50 ans alors qu'il y en a à 19 ans

Conclusion

Le problème du chlordécone grave en lui-même est aggravé par la perversité des autorités qui essaient d'étouffer les choses et la complicité des politiques qui s'agitent sans agir vraiment jusqu'à leur réélection.

Il s'agit d'un point de vue personnel

JPELAGE »